

Art. 17. Voor de toepassing van de voorgaande bepalingen, zijn de rekeningen waarnaar verwezen wordt de rekeningen van het einde van het jaar, goedgekeurd door de Gemeenteraad, of, bij gebrek eraan, de rekeningen zoals vastgesteld door de Raad voor maatschappelijk welzijn en overgezonden naar de toezichhoudende overheden overeenkomstig de bepalingen van artikel 89 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 18. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn ertoe gehouden de nodige inlichtingen met het oog op de toepassing van dit besluit over te maken binnen de twee maanden die op de aanvraag volgen.

Wordt het niet gedaan, dan kan de Minister het Fonds verdelen op basis van de inlichtingen waarover hij beschikt.

Afdeling III. — Uitbetaling

Art. 19. De uitbetalingsmodaliteiten van het Fonds worden door de Minister bepaald.

In deze modaliteiten kan voorzien worden in de betaling van voorschotten aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 20. 1° Wanneer na verdeling wordt vastgesteld dat een vergissing werd gemaakt ten nadele van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wordt het bedrag dat het moest ontberen, aan het centrum toegekend ter gelegenheid van de overeenstemmende verdeling met betrekking tot het volgend jaar.

Deze terugbetaling vindt niet plaats als het centrum verkeerde gegevens heeft overgezonden.

2° Bij vergissing in het voordeel van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt het onrechtmatig uitgekeerd bedrag vastgesteld door een besluit van de Executieve; dat besluit wordt ter kennis gebracht van het centrum en heeft tot gevolg dat de uitbetaling van voorschotten voor het volgende dienstjaar wordt geschorst. Het bedrag wordt prioritair teruggevorderd op het theoretisch deel van het Fonds dat voor het volgend jaar aan het centrum toekomt, zoals het berekend wordt krachtens de vorige artikelen, onverminderd het recht van de Franse Gemeenschap tot terugvordering van het niet verschuldigd bedrag, overeenkomstig de wetgeving betreffende de terugvordering van de ten onrechte uitbetaalde sommen.

Afdeling IV. — Slotbepalingen

Art. 21. Het besluit van de Executieve van 18 november 1988 tot vaststelling van de objectieve criteria voor de verdeling van het deel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toekomt, met uitzondering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Duitstalige Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 22. De Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Brussel, 26 november 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 874

[S-C — 29169]

30 DÉCEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'organisation de la formation complémentaire des membres des personnels de l'enseignement spécial

L'Exécutif de la Communauté française

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, modifiée pour la dernière fois par le décret du 19 juillet 1991;

Vu le décret du 24 décembre 1990 relatif à l'organisation de la formation continuée et complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, notamment les articles 4, 5, 6, 7 et 8;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 69 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1971 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils supérieurs de l'Enseignement spécial institués au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise et au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française;

Vu l'arrêté royal du 24 novembre 1972 relatif à l'organisation du conseil de perfectionnement de l'Enseignement spécial de l'Etat institué au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'Enseignement spécial;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 décembre 1991;

Vu le protocole du 25 novembre 1991 contenant les conclusions des négociations menées au sein du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, sous-section « Communauté française », siégeant conjointement;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu, en exécution du décret, de mettre en place dès le 1er janvier 1992 l'organisation des phases nécessaires de la formation complémentaire,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté organise la formation complémentaire des membres des personnels de l'enseignement spécial.

Art. 2. La formation complémentaire vise à mettre toutes les catégories de personnel en mesure de remplir leur mission, qui est de répondre adéquatement aux besoins éducatifs des différents types et formes existant dans l'enseignement spécial.

Art. 3. La formation complémentaire est accessible aux personnels en fonction dans l'enseignement spécial, aux personnes se destinant à un emploi dans ce même enseignement ainsi qu'aux membres des personnels de l'enseignement ordinaire participant à un projet d'intégration d'enfants handicapés dans cet enseignement et se trouvant dans les conditions prévues par l'article 13.

Art. 4. Dans le but d'assurer entre les réseaux la cohérence du niveau des formations dispensées, un comité d'accompagnement de la Formation complémentaire, dénommé ci-dessous le comité, est créé.

Le comité est composé de membres de droit qui sont :

- l'inspecteur coordonnateur de l'enseignement spécial, qui en assume la présidence;
- le fonctionnaire général responsable de l'administration de l'enseignement spécial ou son délégué;
- le fonctionnaire général responsable de l'Organisation des études, de l'Enseignement de promotion sociale et des Bâtiments scolaires;
- un représentant du Ministre ayant l'enseignement spécial dans ses attributions.

Il se compose, en outre, de :

- deux vice-présidents désignés par les représentants des réseaux subventionnés, officiel d'une part, libre d'autre part;

-- en plus du président et des deux vice-présidents, cinq représentants de chaque réseau d'enseignement qui pour les réseaux subventionnés sont membres de la section enseignement spécial de la Commission constituée par l'article 2, § 4, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1991 relatif à l'organisation de la formation continuée et de la formation complémentaire des membres des personnels de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

- trois délégués de chacune des organisations syndicales représentatives.

Tous ces membres participent aux délibérations.

Le Ministre qui a l'enseignement spécial dans ses attributions choisit le secrétaire du comité d'accompagnement parmi les membres de l'administration et désigne les représentants de l'enseignement spécial de la Communauté française.

Les membres du comité d'accompagnement sont nommés par le Ministre sur proposition des différentes instances concernées, pour une durée de quatre années.

Les mandats sont renouvelables.

Le comité ne peut se réunir valablement que lorsque toutes les organisations syndicales et tous les réseaux sont représentés. Les décisions se prennent par consensus, à l'unanimité des organismes représentés au comité et des membres de droit présents.

A défaut, une nouvelle réunion est convoquée dans les 15 jours ouvrables avec le même ordre du jour. Dans ce cas, les décisions sont prises par consensus à l'unanimité des organisations et des membres de droit présents.

En l'absence d'unanimité, les propositions sont soumises pour décision au Ministre ayant l'enseignement spécial dans ses attributions.

Art. 5. Le comité d'accompagnement se réunit au moins une fois par trimestre, sur invitation de son président, à la demande d'un des deux vice-présidents, du représentant du Ministre ou également des délégués d'une des trois organisations syndicales représentatives.

Le règlement d'ordre intérieur élaboré par le comité d'accompagnement fixera la procédure à suivre.

Il invite à siéger avec voix consultative des représentants des milieux scientifiques et des associations de parents concernées.

Il peut faire également appel comme consultants à d'autres experts.

En cas d'indisponibilité du président, sa mission est assurée alternativement par les deux vice-présidents.

Art. 6. Le comité d'accompagnement est chargé :

a) de structurer, après avis du conseil supérieur de l'enseignement spécial, la formation complémentaire en sections d'après les objectifs fondamentaux poursuivis, chaque section en un ou plusieurs modules de formation et chacun de ceux-ci en unités de valeur;

b) de déterminer le niveau requis pour la formation et les niveaux de compétence pour les formateurs ainsi que la durée et les formes des activités;

c) de présenter au Ministre le dispositif commun aux trois réseaux visé à l'article 2, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1991 relatif à l'organisation de la formation continuée et de la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

d) d'apprécier les projets de formation complémentaire pour avis au Ministre en vue de l'attribution des crédits prévus au budget à l'intention de chacun des réseaux;

e) d'évaluer la formation et de préparer un bilan annuel à l'intention du conseil supérieur de l'enseignement spécial;

f) d'établir les modalités de valorisation des formations acquises par un candidat au brevet créé à l'article 10, si celles-ci ont été acquises en dehors de l'organisation mise en place.

Art. 7. Les organismes invités recevront préalablement aux séances la matière détaillée sur laquelle leur avis est sollicité, ainsi que toute documentation que le comité d'accompagnement estimera nécessaire pour que cet avis puisse être exprimé en toute pertinence. Un délai suffisant sera laissé à ces organismes pour étayer leur avis.

Art. 8. Par projet de formation complémentaire, il y a lieu d'entendre notamment :

- les cours, séminaires, stages, visites et travaux sur le terrain;
- la constitution de documents pédagogiques;
- les conférences, colloques, symposia;
- les activités de recherche, de recherche-action ou les opérations expérimentales;
- la formation ou le perfectionnement de formateurs.

Ces projets doivent être en relation directe avec les thèmes et objectifs pédagogiques développés dans l'enseignement spécial.

Les modalités d'introduction des projets seront réglées par circulaire.

Art. 9. En ce qui concerne l'enseignement spécial de la Communauté,

a) le conseil de perfectionnement de l'enseignement spécial de la Communauté soumet au Ministre :

— avant le 1^{er} février le cadre général de référence visé à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1991 relatif à l'organisation de la formation continuée et de la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psychomédico-sociaux;

— avant le 1^{er} juin la programmation des actions de formation complémentaire de l'année scolaire suivante en précisant par section, module et unité de valeur le type d'activité tel que défini à l'article 8 et le niveau de compétence des formateurs à prévoir.

b) le fonctionnaire général responsable de l'enseignement spécial et celui responsable de l'organisation des études assurent conjointement l'organisation de la formation complémentaire, avec l'aide de l'inspection compétente et dans le respect des décisions ministérielles prises en exécution de a) ci-dessus.

Art. 10. La formation complémentaire est sanctionnée par la délivrance d'un « Brevet de formation complémentaire relative à l'enseignement spécial », dénommé ci-après le brevet.

Art. 11. La réussite d'une unité de valeur est sanctionnée par une attestation de réussite d'unité. La capitalisation des attestations de réussite d'unité conduit à l'obtention d'une attestation de réussite de module.

Un ensemble d'attestations de réussite de modules déterminé par le comité d'accompagnement conduit à la délivrance du brevet.

Art. 12. L'évaluation de chaque unité de valeur s'effectue sous la responsabilité des formateurs.

La sanction finale des études relève de la responsabilité d'un jury dont les membres sont choisis par le Ministre parmi les personnes siégeant au comité d'accompagnement.

Ce jury est composé de six membres effectifs, chacun d'entre eux ayant un suppléant : chaque réseau prévu à l'article 3 du décret du 24 décembre 1990 est représenté par deux membres. Il lui appartient de délivrer le brevet. Ses décisions doivent être prises à l'unanimité.

Art. 13. Le brevet ne peut cependant être délivré si le candidat n'a pas obtenu les attestations de réussite requises sauf s'il y a eu valorisation de formation antérieure par le même jury.

La réussite de la formation ne peut conduire à l'octroi du brevet si le candidat ne possède pas un titre délivré en formation initiale lui permettant d'accéder à une fonction existant dans l'enseignement spécial.

En dérogation à l'alinéa précédent, la réussite de la formation par les candidats qui sont ou ont été désignés dans l'enseignement spécial de la Communauté sur base de l'article 20 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 et dans l'enseignement subventionné sur base de l'avis de la commission des titres B permet d'obtenir ledit brevet.

Art. 14. La formation complémentaire peut s'effectuer, au moins partiellement, en dehors des heures d'ouverture des établissements scolaires, selon des modalités à convenir.

Art. 15. Les frais de déplacement, de repas et de séjour seront remboursés aux participants.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1992.

Art. 17. Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation,
du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 92 — 874

[S-C — 29169]

30 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de inrichting van de aanvullende opleiding van de personeelsleden van het buitengewoon onderwijs

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991;

Gelet op het decreet van 24 december 1990 betreffende de inrichting van de voortgezette en aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra, inz. op de artikelen 4, 5, 6, 7 en 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juli 1971 betreffende de samenstelling en de werkwijze van de bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en de bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur opgerichte Hoge Raden voor het Buitengewoon Onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 november 1972 houdende organisatie van de Verbeteringsraad voor het buitengewoon onderwijs van de Staat bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor het Buitengewoon Onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, dd. 18 december 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, dd. 30 december 1991;

Gelet op het protocol van 25 november 1991 met de besluiten van de onderhandelingen in Sectorcomité IX en het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat ter uitvoering van het decreet de verschillende fasen van de aanvullende opleiding moeten ingevoerd worden vanaf 1 januari 1992,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt de aanvullende opleiding van de personeelsleden van het buitengewoon onderwijs.

Art. 2. De aanvullende opleiding strekt ertoe alle personeelscategorieën de mogelijkheid te geven hun opdracht te vervullen, die erin bestaat, te voorzien is de opvoedingsbehoeften van de verschillende types en vormen die in het buitengewoon onderwijs bestaan.

Art. 3. De aanvullende opleiding is toegankelijk voor de leden van het personeel die in het buitengewoon onderwijs fungeren, voor de personen die zich voorbereiden op een betrekking in dat onderwijs, alsook voor de leden van het personeel van het gewoon onderwijs die er aan een integratieproject voor minder-valide kinderen deelnemen en de in artikel 13 bedoelde voorwaarden vervullen.

Art. 4. Ten einde het peil van de verstrekte opleidingen tussen de netten te coördineren, wordt een Begeleidingscomité, hierna het comité genoemd, opgericht.

Lid van rechtswege van het comité zijn :

- de coördinerende inspecteur van het buitengewoon onderwijs, voorzitter van het comité;
- de opperambtenaar verantwoordelijk voor het bestuur van het buitengewoon onderwijs of zijn gemachtigde ;
- de opperambtenaar verantwoordelijk voor de Organisatie van het onderwijs, het Onderwijs voor sociale promotie en de Schoolgebouwen;

- een vertegenwoordiger van de voor het buitengewoon onderwijs bevoegde Minister.

Het omvat ook :

- twee ondervoorzitters aangewezen door de vertegenwoordigers van het officieel gesubsidieerd, respectievelijk vrij gesubsidieerd onderwijs :

- benevens de voorzitter en de twee ondervoorzitters, vijf vertegenwoordigers van elk onderwijsnet die, voor de gesubsidieerde netten, lid zijn van de afdeling buitengewoon onderwijs van de Commissie ingesteld bij artikel 2, § 4, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, dd. 30 december 1991 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de PMS-centra;
- drie vertegenwoordigers van elke representatieve vakorganisatie.

Al die leden nemen aan de deliberaties deel.

De voor het buitengewoon onderwijs bevoegde Minister kiest de secretaris van het begeleidingscomité onder de leden van het bestuur en wijst de vertegenwoordigers van het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap aan.

De leden van het comité worden door de Minister benoemd op de voordracht van de verschillende betrokken instanties, voor een duur van vier jaar. Hun mandaat is vernieuwbaar.

Het comité vergadert geldig wanneer alle vakorganisaties en onderwijsnetten vertegenwoordigd zijn. Het beslist bij consensus, bij eenparigheid van de vertegenwoordigde instellingen en van de aanwezige leden van rechtswege.

Bij gebrek aan consensus wordt een nieuwe vergadering binnen veertien werkdagen bijeengeroepen, met dezelfde agenda. In dat geval wordt er beslist bij consensus, bij eenparigheid van de aanwezige organisaties en leden van rechtswege.

Als er geen eenparigheid is, worden de voorstellen voorgelegd aan de voor het buitengewoon onderwijs bevoegde Minister, die beslist.

Art. 5. Het begeleidingscomité komt ten minste eens per kwartaal bijeen, op bijeenroeping door de voorzitter, op verzoek van een ondervoorzitter, van de vertegenwoordiger van de Minister of van de afgevaardigde van één van de drie representatieve vakorganisaties.

Het door het comité opgestelde huishoudelijk reglement bepaalt de procedure.

Het verzoekt vertegenwoordigers van de wetenschappelijke kringen en van de betrokken ouderverenigingen, met raadgevende stem aan de vergaderingen deel te nemen.

Het kan ook andere deskundigen raadplegen.

Bij ontstentenis van de voorzitter wordt zijn opdracht beurtelings door de twee ondervoorzitters vervuld.

Art. 6. Het begeleidingscomité heeft tot taak :

a) na advies van de hoge raad voor het buitengewoon onderwijs, de aanvullende opleiding te structureren in afdelingen volgens de nagestreefde hoofddoeleinden, alsook elke afdeling in één of meer opleidingsmoduli en elk van die moduli in waardeëenheden :

b) het opleidingsniveau te bepalen, alsook het bevoegdheidsniveau voor de opleiders en de duur en vorm van de activiteit;

c) de Minister de gezamenlijke opzet voor de drie netten voor te leggen bedoeld in artikel 2, § 2, van het besluit van de Executieve dd. 30 december 1991 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de PMS-centra;

d) over de aanvragen om aanvullende opleiding advies te verstrekken aan de Minister met het oog op de toewijzing van de begrotingskredieten voor elk net;

e) de opleiding te evalueren en de hoge raad voor het buitengewoon onderwijs een jaarbalans voor te leggen;

f) te bepalen op welke wijze de opleiding, verworven door een kandidaat voor het bij artikel 10 ingestelde brevet, in aanmerking wordt genomen als die opleiding buiten de bestaande organisatie verworven werd.

Art. 7. De ontboden organisaties krijgen voor elke vergadering kennis van de gedetailleerde materies waarvoor hun advies gevraagd wordt, alsmede de documentatie die het comité nodig acht voor het uitbrengen van dat advies met kennis van zaken.

Die organisaties moeten voldoende tijd krijgen om hun advies te staven.

Art. 8. Onder project van aanvullende opleiding verstaat men o.m. :

- leergangen, werkcolleges, proeftijden, bezoeken en veldwerk;
- het uitwerken van pedagogische documenten;
- voordrachten, colloquia, symposia;
- opleiding en vervolmaking van de opleiders.

Die projecten moeten rechtstreeks verband houden met de pedagogische doeleinden en thema's eigen aan het buitengewoon onderwijs. Een omzendbrief zal bepalen hoe de projecten voorgelegd moeten worden.

Art. 9. Voor het buitengewoon onderwijs van de Gemeenschap :

a) legt de verbeteringsraad voor het buitengewoon onderwijs van de Gemeenschap de Minister :

— vóór 1 februari het algemeen referentiekader voor, bedoeld in artikel 2 van voormeld besluit van de Executieve, dd. 30 december 1991

— vóór 1 juni het programma van de acties inzake aanvullende opleiding voor het volgende schooljaar voor met, per afdeling, modulus en waardeëenheid, het activiteitstype, bedoeld in artikel 8, en het bevoegdheidsniveau van de opleiders.

b) de opperambtenaars respectievelijk verantwoordelijk voor het buitengewoon onderwijs en voor de organisatie van het onderwijs voorzien samen in de organisatie van de aanvullende opleiding, met de hulp van de bevoegde inspectie en met inachtneming van de ministeriële beslissingen getroffen ter uitvoering van a) hierboven.

Art. 10. De aanvullende opleiding wordt bekrachtigd door het uitreiken van een brevet van aanvullende opleiding voor het buitengewoon onderwijs, hierna het brevet genoemd.

Art. 11. Het slagen voor een waardeëenheid wordt bekrachtigd door een attest.

De kapitalisatie van de attesten voor het slagen voor een eenheid leidt tot het bekomen van een attest van welslagen voor een modulus. Een aantal attesten voor het slagen voor een modulus, bepaald door het comité, leidt tot de uitreiking van het brevet.

Art. 12. Voor de evaluatie van een waardeëenheid zijn de opleiders verantwoordelijk.

Voor de bekrachtiging van de volledige studie is een jury verantwoordelijk, waarvan de leden door de Minister gekozen worden onder de personen die zitting hebben in het comité.

Die jury bestaat uit zes werkende leden, telkens met een plaatsvervanger.

Elk net bedoeld in artikel 3 van het decreet van 24 december 1990 wordt er door twee leden vertegenwoordigd. De jury reikt het brevet uit, bij eenparige beslissing.

Art. 13. Het brevet kan niet uitgereikt worden als de kandidaat de vereiste attesten niet bekomen heeft, tenzij dezelfde examencommissie vooraf de opleiding in aanmerking genomen heeft.

Het slagen voor de opleiding leidt niet tot de uitreiking van het brevet als de kandidaat geen titel bezit, uitgereikt voor de aanvankelijke opleiding, die hem toegang verleent tot een functie in het buitengewoon onderwijs.

In afwijking van voorgaand lid kan het brevet uitgereikt worden aan de kandidaten die voor de opleiding geslaagd zijn en aangesteld zijn in het buitengewoon onderwijs van de Gemeenschap, op grond van artikel 20 van het koninklijk besluit van 22 maart 1968, of in het gesubsidieerd onderwijs, ingevolge het advies van de commissie voor de bekwaamheidsbewijzen.

Art. 14. De aanvullende opleiding kan, althans ten dele, verstrekt worden buiten de uren van openstelling van de scholen, op een overeen te komen wijze.

Art. 15. De reis- en verblijfkosten en de maaltijden worden aan de deelnemers terugbetaald.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Art. 17. De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE